PROJET DE LOI SANTÉ (VIDÉO DU DÉPUTÉ ALAIN BRUNEEL)

COMMUNISTES

FISCALITÉ : L'URGENCE D'UNE ALTERNATIVE (P. 5)

RÉUSSIR LE 16 MARS

(PP. 3 et 4)

Les Cahiers de l'espoir
FAITES PART DE VOS PROPOSITIONS

L'AIR DU TEMPS

Transparence

Il y a un mercato entre entreprises pour les transferts de grands patrons à l'image du mercato entre clubs pour récupérer des joueurs. Ainsi la banque espagnole Santander a voulu dernièrement acheter un des patrons du Suisse UBS, lequel en demandait 80 millions d'euros. Radin, Santander a laissé tomber…

Cette question des rémunérations des big boss ayant provoqué quelques vagues, le Medef s'est voulu transparent. Résultat, dans une rémunération de grand patron aujourd'hui, on distingue différents éléments. « Il y a le salaire fixe, les bonus, les actions gratuites, les actions de performance, les clauses de non-concurrence, les bonus de bienvenue à l'entrée et les bonus de départ à la sortie, les retaites-chapeau et les primes à l'occasion de grandes opérations financières » (*Le Figaro* dixit). On en oublie sans doute. Bonjour la transparence. Un conseil : si vous décidez d'embaucher un grand patron, prévoir une armée d'experts-comptables pour négocier l'affaire.

Gérard Streiff

Amazon

vidéo de Ian Brossat sur www.pcf.fr

Université permanente

YouTube @univpermanente

@universitepermanente

FÉVRIER

MARDI 26 · 19:00
1792-1794
TERREUR OU LABORATOIRE DE LA MODERNITÉ ?
AVEC CÔME SIMIEN

JEUDI 28 · 19:00
ROBESPIERRE
AVEC HERVÉ LEUWERS

MARS

MARDI 5 · 19:00
LÉNINE ET LE MATÉRIALISME MILITANT
AVEC AURÉLIEN ARAMINI

MARDI 12 · 19:00
ARAGON ROMANCIER
UN « HOMME SIÈCLE »
AVEC DOMINIQUE MASSONNAUD

MARDI 19 · 19:00
FEMMES ET RÉVOLUTION FRANÇAISE
AVEC ANNE JOLLET

MARDI 26 · 19:00
LA CRISE DANS LA ZONE EURO
AVEC DENIS DURAND

ESPACE NIEMEYER
2, PLACE DU COLONEL FABIEN ★ PARIS 19

2 Colonel Fabien

AGENDA MILITANT

Mercredi 20 février :
18 h 30 :
Sauvons les terres de Gonesse
Non à Europacity
Salle Olympe de Gouges
15 rue merlin, Paris 11e
Débat avec Fabien Gay, sénateur

Jeudi 21 février :
Université populaire du Travailleur Catalan.
« Main basse sur l'énergie »
Cinéma "Le Castillet"
2 boulevard Wilson, Perpignan (66)

Jeudi 21 février :
Pour la Libération des adolescents, enfants palestiniens emprisonnés en Israël
Fédération PCF, 14 rue Victor-Hugo, Pantin (93)

HOMMAGE AU GROUPE MANOUCHIAN
Jeudi 21 février, 15 h :
Mont Valérien
Paris, 20e, 17 h 30
Dimanche 24, 11 h :
Cimetière parisien
Ivry-sur-Seine (94)

Vendredi 22 février :
Soirée de soutien à *l'Humanité*
Halle Marcel-Dufriche, Montreuil (93)

Samedi 23 février :
Actes XV des Gilets Jaunes

Samedi 23 février :
Soirée de soutien à *l'Humanité*
18 h, Espace Karl-Marx, Lille (59)

Dimanche 24 février :
Fête de l'Humanité du Rhône
Salle Charlie-Chaplin
62 rue Maurice Audin
Vaulx-en-Velin (69)

Lundi 25 février :
Echanges avec Pierre Dharréville
Salle Fernand-Ros
Place Didier-Pierre-Tramoni
Septèmes-les-Vallons (13)

Mardi 26 février :
Université permanente
Paris 19e

NOUVELLE FORMULE

"Merci beaucoup, très bien, clair, vraiment super comme outil d'information" (I. Cabeca); "Idée excellente" (C. Nastorg); "Très bien mais manque la culture" (M. Sallandre); "COMMUNISTES existe encore !" (P. Brion)...

Réussir le rassemblement du 16 mars

Mercredi 13 février se tenait à « Fabien » une réunion des secrétaires départementaux avec un ordre du jour chargé : État du mouvement social, initiatives communistes, élections européennes. Igor Zamichiei, qui coordonne l'exécutif, présentait le rapport introductif. Extraits.

Européennes

« Après la désignation de nos candidat·e·s par les communistes et le meeting du 5 février à Marseille, nous sommes désormais dans une course de vitesse pour installer notre liste et valoriser ses atouts dans la situation politique. Il nous reste 102 jours pour rendre incontournable notre liste et faire un résultat le 26 mai prochain qui nous permette d'obtenir le maximum d'élu·e·s au Parlement européen. C'est beaucoup car une force militante comme la nôtre a une capacité d'action importante. Et c'est peu à la fois au regard de la situation politique inédite de notre pays qui contient des potentiels mais ne nous ouvre pas automatiquement d'espace politique. À nous de créer notre espace politique. Personne ne le fera à notre place. Le premier enjeu est de valoriser le plus efficacement possible nos candidatures, de mobiliser les réseaux dans lesquelles elles peuvent rayonner. (...) Le second enjeu est de faire connaître notre projet d'une union de nations et de peuples libres, souverains et associés. (...) Le troisième enjeu, c'est de produire les gestes militants qui nous permettront d'atteindre nos objectifs en voix dans chaque territoire. »

Rassemblement

« (...) Il faut poursuivre le travail de rassemblement localement comme nationalement. J'insiste sur le fait que ce travail de rassemblement pour lequel notre parti et Ian Brossat n'ont cessé d'agir ne peut se faire que dans la clarté des orientations. Or, par exemple, puisque c'est d'actualité, la récente proposition de Benoit Hamon d'une votation citoyenne pour une liste commune des forces de gauche n'est pas à la hauteur de ce point de vue puisqu'elle entretient l'idée qu'un rassemblement serait possible sans clarifier une position de rupture avec la logique actuelle de la construction européenne néolibérale et des traités.

Répression/Libertés

(...) La mobilisation persiste, elle est profondément ancrée dans le pays. Le gouvernement poursuit les mauvais coups, entre répression et manœuvres politiques pour écarter les exigences populaires. La répression atteint un niveau insupportable. (...) Cette répression trouve un prolongement inacceptable avec la « loi anticasseurs » qui menace la liberté de manifester, une liberté fondamentale garantie par l'article 10 de la Déclaration des droits de l'homme. Le transfert du pouvoir de l'interdiction de manifester de la justice aux préfets est inacceptable et provoque un débat jusque dans les rangs de LaREM. Face à cette dérive autoritaire, Fabien Roussel a écrit à toutes les forces de gauche, politiques, syndicales et associatives pour mettre en place un comité de défense des libertés.

Cahiers de doléances

Les manœuvres politiques pour écarter les exigences populaires se poursuivent. Le grand débat initié par le gouvernement est investi par beaucoup de nos concitoyens. (...) Les initiatives locales des élu·e·s communistes, de l'ouverture de cahiers de doléances à l'organisation de débats publics, à mille lieues du show présidentiel, sont souvent une réussite. Mais sur le fond, toutes les exigences populaires sont écartées. (...) Dans les faits, le gouvernement continue d'avancer dans son projet de régression sociale et démocratique comme en témoigne la loi Pacte ou encore les trois projets de loi présentés ces jours-ci concernant l'école, la santé ou encore la réforme de la fonction publique. Dans chacun d'eux les droits régressent et les intérêts privés sont favorisés. Nous devons plus que jamais participer à toutes les initiatives qui existent pour bousculer le cadre imposé par le gouvernement, appuyer les exigences populaires qui s'expriment et les nourrir de nos propositions, et prendre nous-mêmes des initiatives de débat.

Référendum

La mobilisation citoyenne, celle qui s'exprime chaque samedi dans la rue comme celle dont témoignent les milliers de débats publics, relève l'enjeu des conclusions du grand débat. C'est la raison pour laquelle l'hypothèse d'un référendum à l'issue du grand débat, possiblement le 26 mai jour des élections européennes, a été mise sur la table par le pouvoir. On ne peut pas être a priori pour ou contre un référendum dont les contours sont encore bien flous à ce stade. La question centrale est bien celle du contenu de ce référendum : pourra-t-il, oui ou non, constituer une solution aux attentes sociales et démocratiques ? Ce doit-être notre boussole. (...)

16 mars

L'initiative nationale que nous avons décidée le 16 mars, avec un rassemblement populaire à Paris pour porter une dizaine de grandes propositions au Président de la République à partir des cahiers de doléances des élu·e·s et des cahiers de l'espoir lancés par le Parti. Nous avons un mois pour réussir sa préparation qui comporte un enjeu de contenu et un enjeu de mobilisation militante. D'ici là il y aura des étapes. » ✪

Le rapporteur évoque les rassemblements du 15 février, la pétition, les débats publics, la mobilisation lors des prochains actes des gilets jaunes ; le 7 mars avec les propositions de lois communistes (hausse des salaires et du Smic, sur l'ISF et le CICE, sur l'allocation adulte handicapé·e, sur la gratuité des transports, nationalisation des autoroutes et l'interdiction des lanceurs de balles de défense) ; le 8 mars (nos propositions pour l'égalité femmes-hommes).

OISE

Investir et subvertir le « grand débat » et porter les exigences populaires jusqu'à l'Élysée le 16 mars !

Mis sur la défensive par le soutien populaire au mouvement des Gilets jaunes, Macron a été contraint de lancer le « Grand débat », tout en tentant de l'encadrer et de le réduire à quelques grands shows télévisés d'autopromotion. Pourtant, le climat singulier que connait notre pays depuis novembre, avec une forte expression de la colère populaire mais aussi une libération de la parole de femmes et d'hommes qui ne la prenaient pas ou peu, amène une disponibilité et un intérêt beaucoup plus grands pour les discussions politiques, au plein sens du terme, et surtout une écoute nouvelle pour des alternatives aux choix dominants. Ainsi, des centaines de milliers de contributions auraient été envoyées sur le site du « Grand débat ».
Plus que jamais, les communistes se doivent de prendre toutes les initiatives pour participer de ce bouillonnement d'idées, le nourrir et s'en nourrir, et contribuer à ce que les idées les plus progressistes qui s'y expriment, bousculent le pouvoir et les intérêts de classe qu'il défend.
Tout en amplifiant la signature des pétitions sur nos propositions aux portes des écoles, des entreprises et des gares, sur les marchés ou au porte-à-porte (l'accueil est très bon partout où on le fait !), proposons aussi de remplir les « cahiers de l'espoir » autour des 5 grandes thématiques de « justice sociale », « justice fiscale », « démocratie », « services publics » et « écologie » !
Dans l'Oise, le PCF a pris plusieurs initiatives en ce sens : à Montataire, c'est avec les Gilets jaunes, avec qui des liens forts se sont noués, que la pétition a été signée massivement sur le rond-point ; à Creil, c'est un porte-à-porte qui est programmé sur l'un des grands quartiers populaires, à la fois sur la pétition pour la défense de la maternité et pour proposer le « cahier de l'espoir ». Autre expérience, à Beauvais, où les communistes ont organisé deux réunions publiques du « grand débat », avec 130 personnes au total, dont la moitié n'étaient jamais venues à des initiatives du PCF. 2 h 30 de discussions non-stop, très riches, articulées autour des 5 thèmes, et 9 propositions qui se dégagent, avec un contenu très éloigné de ce que Macron et les siens voudraient imposer : 1. Augmentation du SMIC, des retraites et des minima sociaux ; 2. Rétablissement de l'ISF ; 3. Retraite à 60 ans, indexée sur les salaires et suppression de la hausse de CSG pour tous ; 4. TVA à taux zéro sur les produits de première nécessité et augmentée pour les produits de luxe ; 5. Développement de l'accessibilité universelle avec augmentation du personnel dans les centres pour handicapés et aide à la formation et à l'emploi ; 6. Développement des services publics de proximité, non dématérialisés et gratuits ; 7. Garantir un service public de la santé de proximité, sans zone blanche, un hôpital public de qualité et des médecins de garde et sans dépassement d'honoraires ; 8. Développement du transport ferroviaire de passagers entre les pôles urbains, du fret ferroviaire, ainsi que du ferroutage ; 9. Développement d'une agriculture verte : sans pesticides (sans glyphosate), avec des aides à l'agriculture biologique et à la permaculture.
Suite à ces deux réunions, deux gros articles positifs dans la presse locale et surtout une grande satisfaction de tous les participants dont beaucoup ont laissé leurs coordonnées, permettant de garder le contact et de les associer à la suite, et pour d'autres initiatives. D'autant que l'exigence est très forte que tout cela débouche sur des mesures concrètes. Un champ de possibles est ouvert, pourvu que nous proposions au maximum de communistes de l'investir, par exemple en leur remettant, avec leur nouvelle carte, des pétitions et des « cahiers de l'espoir » à faire remplir autour d'eux.
Prochaines étapes : le 15 mars, aller porter toutes les pétitions recueillies et le contenu des « cahiers de l'espoir » et des débats, chez les députés et au siège du Medef dans l'Oise, pour amplifier la pression sur eux et mettre chacun devant ses responsabilités ; et le 16 mars, faire converger, avec le reste de la France, toutes ces exigences populaires vers l'Elysée. Nous avons un mois pour réussir ces rendez-vous de luttes et d'espoirs.

Thierry Aury
secrétaire départemental
membre du CN

Eure et Loir

Le 15 février, une délégation a remis à la préfecture 630 signatures. Elles ont été réalisées par un travail d'explication militant, un travail politique, au porte-à-porte, sur les marchés, les mails, mais aussi sur les manifestations et parmi les Gilets jaunes.
Dans le milieu rural, cantons d'Auneau, de Maintenon de Nogent, mais aussi urbain, tel le quartier de La Madeleine à Chartres, Mainvilliers, Lucé, Dreux mais aussi le marché du centre-ville de Chartres.

Fiscalité

L'urgence d'une alternative !

Le mouvement des Gilets jaunes met en débat plusieurs questions politiques, économiques, sociales et démocratiques. Parmi elles, il en est une qui revient fort : la fiscalité. Retour de l'ISF, besoin de services publics sont deux revendications phares, sans oublier que le détonateur de ce mouvement a été la taxe sur les carburants. Au fond, ce sont des interrogations profondes quant à la fonction économique et sociale de la fiscalité.

La fiscalité est le carburant des services publics. Pour 2019, sur 291 Mds de recettes nettes prévues au budget de l'État, 280 Mds sont des recettes fiscales. On mesure l'impact de leur évolution sur le financement des services publics, avec en jeu les dépenses de personnels et de fonctionnement des services. La fiscalité peut ainsi constituer une arme redoutable de restructuration de l'appareil d'État et de son organisation territoriale. Evolution de l'emploi public, devenir des missions et des services publics en dépendent.

Sous l'ère Macron comme sous celle de ses prédécesseurs, la réponse est : il faut alléger la fiscalité des entreprises, du capital et de la fortune pour laisser aller un maximum d'argent issu de la création de richesses, rentabiliser le capital. En même temps, il faut se conformer au dogme de la réduction de la dépense publique que portent les traités européens. Un exercice impossible, sauf à changer de paradigme, c'est-à-dire à abandonner toute ambition de développement humain au profit de la finance.

C'est dans cette épure que s'inscrivent les choix de réduction de la dépense publique, soit au travers de réformes fiscales (suppressions d'impôts locaux - TP puis TH -, crédit d'impôts - Cice -, rabotage incessant de la fiscalité des entreprises, du capital et de la fortune - suppression de l'ISF -) soit en application des traités européens. Le niveau de dégradation atteint en matière de services publics et de dérèglement environnemental indique l'urgence d'une relance de la dépense publique afin de satisfaire les besoins de développement humain et de préservation de notre planète.

C'est pourquoi il faut une profonde réforme de la fiscalité. La fiscalité a une double fonction de répartition et d'incitation à un mode nouveau de création de la richesse. Si elle a pour rôle d'atténuer les inégalités sociales, notamment par l'offre de services publics qu'elle permet de proposer à la population, constituant de ce point de vue un outil important de la solidarité nationale, elle permet également par l'impôt progressif de faire en sorte que chacun·e participe en fonction de sa capacité contributive.

Mais au-delà de cette action redistributive, la fiscalité a un rôle incitatif très important qui permet, couplé à une autre politique du crédit, d'inciter à une utilisation de l'argent des entreprises, de l'État et des banques (BCE, banques de dépôt), pour soutenir des dépenses utiles à l'homme et à son environnement contre les gaspillages financiers générés par une augmentation incessante du coût du capital au profit des actionnaires et des marchés financiers.

Ainsi une réforme radicale et efficace de la fiscalité doit se fixer l'objectif de renforcer la place des impôts progressifs (IR, ISF...) et de réduire la part des prélèvements proportionnels (TVA, TICPE mais aussi CSG jusqu'à son extinction). Elle doit surtout travailler une réforme en profondeur de la fiscalité des entreprises en rendant l'IS à la fois progressif pour tenir compte de la catégorie des entreprises et modulable en fonction de l'utilisation de leurs bénéfices pour des investissements créateurs d'emplois qualifiés et protecteurs de l'environnement. Enfin une réforme de la fiscalité locale doit conduire ces dernières à une vraie responsabilisation sociale sur les territoires. A propos de la fiscalité locale, une révision foncière effective devrait permettre d'établir de nouvelles valeurs locatives sur lesquelles calculer la taxe foncière mais aussi la taxe d'habitation qui serait conservée en intégrant à son calcul des critères reflétant la situation économique des familles. La taxe d'habitation c'est 22 milliards d'euros pour les communes et le bloc communal. Ce qui la rend insupportable ce n'est pas son montant, c'est la faiblesse des revenus salariaux et son augmentation démesurée depuis la disparition de la taxe professionnelle. ✪

Jean-Marc Durand
membre du Conseil national

Bas-Rhin

La campagne des européennes vue de Strasbourg

Entretien avec Hüllya Turan, secrétaire fédérale du Bas-Rhin et candidate sur la liste conduite par Ian Brossat.

COMMUNISTES COMMENT S'ANNONCE LA CAMPAGNE DES EUROPÉENNES DANS UNE FÉDÉRATION COMME LA TIENNE ?

HÜLLYA TURAN : Je dirai d'abord que c'est une campagne qui va nous demander beaucoup d'énergie. Pour une petite fédération comme la mienne, ce n'est pas toujours évident. Et puis on est dans un climat où la question du rassemblement reste une nécessité, alors même qu'il y a aussi l'absolue nécessité de nous lancer dans la campagne. On va dire que ça crée chez les communistes, en tout cas dans ma fédération, un petit sentiment d'attente, mais on mène une politique volontariste ces derniers jours, surtout depuis que la liste a été officiellement présentée.

Les premières pistes ? On a ici un petit avantage avec la présence du Parlement européen et des institutions de l'UE à Strasbourg. On essaye donc de mener des initiatives avec nos différents députés : Marie-Pierre Vieu, sur la question des services publics, viendra à Saverne ; à Sélestat on parlera des migrants avec Marie-Christine Vergiat (on a sur cette ville une camarade très au fait de cet enjeu) ; avec Patrick Le Hyaric, on aimerait avoir une initiative sur l'évasion fiscale à Strasbourg.

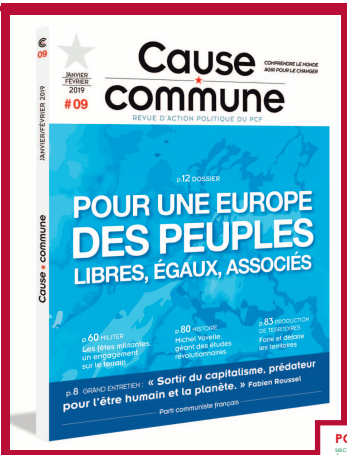
On espère la présence de Ian Brossat à notre fête de l'Humanité le 27 avril pour un meeting (on avait 500 personnes l'an passé). Ce meeting serait le point d'orgue de la première partie de la campagne de sensibilisation, d'information sur l'intérêt d'aller voter, le rôle des élus, la possibilité de la transformation de l'intérieur de cette UE des frontières, des murs, de l'austérité et de l'évasion fiscale ; sur l'importance d'avoir des élus de poids, une gauche de transformation sociale.

Dans cette première partie de campagne, on voudrait aussi organiser deux temps de formation dont une avec Francis Wurtz, député honoraire strasbourgeois, et faire en sorte que les camarades soient outillés en termes de contenu et de thématiques de campagne. Au niveau de la fédération, on commence déjà à travailler à une mise en perspective des enjeux de cette campagne, on va également utiliser le dernier « Cause commune » (sur l'Europe) ou notre Convention qui date de quelques années mais qui reste le socle de notre positionnement politique. On va essayer d'accueillir Marie Hélène Bourlard. Dans notre département les questions industrielles restent relativement importantes. Et puis il y a la question des travailleurs transfrontaliers, des travailleurs déplacés. Comment sauver l'outil industriel dans le cadre de l'UE ? On pense aussi à Artur Hay (jeune livreur chez Deliveroo et candidat) sur la question de la sécurisation de son métier. Strasbourg est une ville complètement touchée par cette nouvelle forme de précariat-salariat. Enfin on aimerait organiser une initiative autour de la culture avec Maryam Madjidi. Toutes ces choses restent bien sûr à caler…

COMMUNISTES ET COMME CANDIDATE, QUELS SONT TES ENGAGEMENTS ?

H. T. : Je vais surtout faire campagne dans mon département. Pour l'heure je suis invitée à un banquet à Belfort sur les questions internationales ; et on aura un temps de présentation des candidats pour le Grand-Est du côté des Vosges. ✪

Propos recueillis par Gérard Streiff



Le n° 9 de la revue Cause commune vient de paraître

Bulletin du secteur économie sociale et solidaire

SOUSCRIPTION

Je verse :.....€

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

.....

CODE POSTAL..... Ville.....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19
Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.

Pour la justice et la démocratie en Catalogne : le procès des indépendantistes catalans n'a pas lieu d'être

Les douze accusés indépendantistes catalans dans le procès qui vient de débuter devant le Tribunal suprême d'Espagne encourent au total 156 années de prison, pour « rébellion » et « détournement de fonds », en fait pour avoir organisé unilatéralement le référendum d'indépendance du 1er octobre 2017.

Le PCF dénonce ce procès et les risques qu'il fait peser sur l'avenir démocratique en Catalogne et dans l'ensemble de l'Etat espagnol. Ce n'est pas à un tribunal de résoudre les questions politiques, mais à l'exercice de la démocratie et au peuple. D'autant plus que les tribunaux centraux de l'Etat espagnol sont connus pour avoir la main très lourde, imposant des peines complètement disproportionnées pour ce genre d'accusation, comme en ont témoigné dernièrement les peines prononcées dans le procès d'Altsatu, jugeant une bagarre entre des jeunes Basques et la Garde civile.

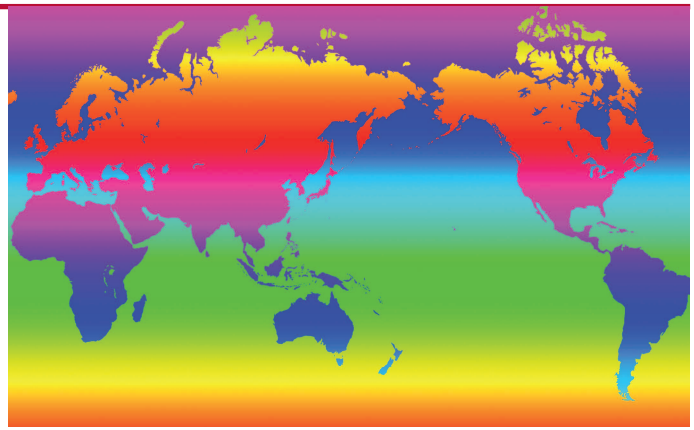
Ce procès cristallise en outre les discours de haineux de la droite nationaliste espagnole dans le contexte de la préparation des élections législatives anticipées du 28 avril prochain. La manifestation hispaniste commune de la droite (Parti populaire et Ciudadanos, organisation avec laquelle LREM refuse de prendre ses distances) et de l'extrême droite le 10 février dernier à Madrid et le fait que le parti néo-franquiste Vox soit en position de faiseur de roi à droite, comme l'a montré l'élection régionale en Andalousie, sont lourds de régressions très graves et rapides en Espagne. Ce procès va envenimer et pourrir encore davantage la situation.

Plus largement, ce sont encore 700 maires qui sont soumis à enquête pour avoir organisé le référendum du 1er octobre 2017. Le comité des droits de l'homme de l'ONU a d'ailleurs requis de l'Etat espagnol de respecter les droits politiques des élus catalans.

Le PCF refuse que des responsables politiques ou associatifs soient emprisonnés et poursuivis pour avoir organisé pacifiquement un référendum. Cela ne peut en aucun cas constituer un délit, encore moins un crime de « sédition ». Le futur des relations entre la Catalogne et l'Etat espagnol ne peut se décider que dans un cadre concerté, démocratique et solidaire.

Seul le dialogue entre les forces politiques, entre les peuples et les nations qui composent l'Etat espagnol, par une réelle démocratisation du pays et par le respect des droits et des libertés, y compris via un référendum d'autodétermination s'inscrivant dans le cadre d'un processus démocratique global de dialogue, pourra résoudre politiquement la crise catalane. ✪

Parti communiste français
Paris, le 18 février 2019



POUR LA LIBÉRATION DES ADOLESCENT.E.S ET DES ENFANTS PALESTINIENS EMPRISONNÉS EN ISRAËL

350 enfants sont emprisonnés en Israël, c'est inacceptable !

C'est une violation du droit humanitaire international et de la Convention internationale des droits de l'enfant, dont la France est signataire.

Ensemble, nous exigeons du gouvernement israélien leur libération immédiate.
Nous voulons marquer notre solidarité avec ces enfants et ces jeunes ainsi qu'avec leurs familles, leurs frères et leurs sœurs.
Nous voulons briser le mur du silence.

Parce qu'il ne peut y avoir de respect du droit des personnes et des enfants sans respect du droit des peuples, nous voulons la fin de l'occupation militaire, et une paix juste dans le respect des deux peuples. Nous soutenons les citoyen.ne.s palestinien.ne.s et israélien.ne.s qui oeuvrent dans ce sens.
Pour porter haut et fort cette exigence de justice, de dignité et d'humanité, décidons de créer des collectifs citoyens avec des jeunes lycéen.ne.s et dans les quartiers.

Le 21 février à 18h30
14 rue Victor Hugo à Pantin métro Hoche et station Pantin du RER E

VENEZ PARTICIPER À LA CONFÉRENCE-DÉBAT AVEC PIERRE BARBANCEY, grand reporter au journal l'Humanité sur l'histoire du Proche-Orient, sur l'origine du conflit entre la Palestine et Israël, et sur la situation des enfants palestiniens.

- Initiative sous la présidence de **Leila Shahid**, déléguée générale de Palestine en France de 1993 à 2005, et à l'Union Européenne de 2005 à 2015.
- Avec le soutien de **Khaled Qusmar**, directeur de l'ONG, (Defense for Children International) à Ramallah, et **Nurit Peled**, universitaire israélienne et figure forte du mouvement progressiste.
- Coordination des **collectifs citoyens**, avec la participation de la Ligue des droits de l'homme, de militant.e.s du Réseau d'Education Sans Frontière, du MRAP,
- avec le concours du PCF 93 qui met ses locaux à disposition de cette initiative.

Venez vous inscrire pour participer à un collectif et parrainer des jeunes palestiniens emprisonnés. Les jeunes, les étudiant.e.s, les lycéen.ne.s, sont particulièrement attendu.e.s pour animer des collectifs, s'adresser à d'autres jeunes et engager une correspondance.

Complotisme, « fakenews » ou quand Macron et la Fondation Jean Jaurès jouent au pompier pyromane

Macron dénonce de manière récurrente des tentatives de déstabilisation de la République par un mouvement des Gilets jaunes instrumentalisé par des « fake news » (infox en français) diffusées par des organisations extrémistes de droite et de gauche, et par des puissances étrangères comme la Russie ou l'Italie. Le même Macron vient de faire déjà voter au Parlement une loi liberticide sous prétexte de lutte contre les infox, tandis que dans le même temps le Parlement européen s'apprête à discuter d'une directive de censure de masse d'Internet pilotée par les grandes plateformes états-uniennes. Le chef de l'État entend aller plus loin en mettant en place un organe officiel chargé de valider l'information, sorte de ministère de la Vérité orwellien : « Le bien public, c'est l'information sur BFM, sur LCI, sur TF1, et partout. Il faut s'assurer qu'elle est neutre, financer des structures qui assurent la neutralité. »
Dans le même temps la Fondation Jean Jaurès, avec l'officine de guerre idéologique « conspiracywatch », publie une étude prétendant démontrer que les gilets jaunes sont plus sensibles aux théories complotistes que les autres citoyens. Cette même fondation, avec la même officine, publie annuellement une étude très contestée méthodologiquement prétendant démontrer que les catégories populaires sont fortement perméables au complotisme. Cette étude sur les gilets jaunes comporte aussi d'importants biais méthodologiques. Si on appliquait à l'électorat LREM et aux CSP+ les même biais, on ferait le constat qu'une majorité de ceux-ci pensent que les cheminots partent à la retraite à 55 ans avec des pensions de 3 000 €/mois, qu'un chômeur a plus intérêt à vivre de ses indemnités qu'à travailler, que les migrants viennent en France pour la CMU, et que la CGT sabote l'économie française. On en déduirait que les électeurs de LREM et les CSP+ sont particulièrement touchés par les infox et le complotisme.
En fait, chaque humain est affecté par des biais cognitifs qui peuvent l'amener en certaines circonstances à croire à des infox ou des théories complotistes. Celles-ci sont effectivement différentes en fonction de la catégorie sociale, de la culture, du niveau scolaire, des circonstances historiques… Seuls l'éducation, la culture, le débat argumenté, l'expérience sociale, la politisation des enjeux permettent de combattre cela.
Cette vision « nouveau monde » de la société, partagée par Macron et la Fondation Jean Jaurès, postule que le peuple est incapable de savoir ce qu'il veut et ce qui est bon pour lui, et que la politique consiste à faire de la pédagogie pour lui montrer qu'il n'existe qu'une seule politique possible : celle pratiquée depuis trente-cinq ans. Mais ce peuple peut devenir mauvais aux contacts d'agitateurs français et étrangers qui le manipulent avec des infox et des théories du complot. Macron et la Fondation Jean Jaurès font semblant d'ignorer que ces infox et ce complotisme ont avant tout pour cause le gouffre qui existe entre les « vérités » officielles des classes dominantes relayées par les médias et la réalité que vivent tous les jours les classes populaires.
Macron et la Fondation Jean Jaurès veulent faire croire que les infox, le complotisme, la « bêtise des peuples » sont la cause première du Brexit, des élections de Trump et de Bolsonaro, de la montée des populismes en Europe, plutôt que d'admettre le rôle de la crise du capitalisme financiarisé, de l'explosion des inégalités, de la mise en concurrence mondiale tous contre tous, de trahison de la social-démocratie. Mettre en avant les infox revient à dépolitiser le débat et à faire du complotisme.
On pointe du doigt Internet et les réseaux sociaux. Certes les réseaux et les médias sociaux permettent une diffusion plus rapide et peut-être plus virale des infox, mais ils permettent aussi de les déconstruire et de les dénoncer tout aussi rapidement et viralement. Au soir du 10 décembre, ils ont permis, en temps réel, de déconstruire le discours de Macron et d'en dévoiler les infox.
La fabrication et la diffusion d'infox et le complotisme ne sont pas nés avec les réseaux sociaux. Quel que soit le vecteur, du bouche à oreille au numérique en passant par l'imprimé, ces pratiques existent depuis que les êtres humains communiquent entre eux. Ainsi la Révolution française, dès 1815, fut présentée comme un complot judéo-maçonnique.
Les infox acquièrent d'autant plus de vraisemblance lorsque les médias de références ou officielles, les institutions se décrédibilisent eux-mêmes en pratiquant la désinformation ou en se faisant les relais d'informations non vérifiées et de rumeurs diffamatoires. On se rappellera de Timisoara, des bébés massacrés au Koweït, des armes de destruction massive en Irak, de la fausse agression antisémite du RER D, de l'affaire d'Outreau et de la sordide affaire Alègre-Baudis-Karl Zéro. On peut aussi citer les infox sur le statut des cheminots relayées par les chaînes « info » (sic).

Plus la liberté d'expression, la liberté de la presse sont limitées ou muselées, plus les infox prospères. Rien de mieux qu'une dictature pour susciter infox et complotisme. Rien ne serait pire que les États délèguent le pouvoir de censurer des Facebook et des Google. Il faut au contraire encourager, comme le propose la Quadrature du Net, un Internet décentralisé, et se donner les moyens d'une presse libre et indépendante comme *l'Humanité*. Plus une personne est informée sur une question, plus elle est imperméable aux infox et aux théories complotistes.

Yann Le Pollotec

COMMUNISTES
2, place du Colonel-Fabien - Paris 19e - Comité de rédaction : Igor Zamichiei (directeur), Yann Henzel, Méline Le Gourriérec, Gérald Briant, Yann Le Pollotec, Emilie Lecroq, Julia Castanier, Denis Rondepierre, Lydia Samarbakhsh, Julien Zoughebi. Rédaction : Gérard Streiff (Tél. : 01 40 40 11 06) - Mèl : **communistes@pcf.fr**
Relecture : Jacqueline Lamothe - Mise en pages : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81) Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA